

AVRIL 2020

RAPPOR**T**



Thématique

RÉSEAU OUEST-AFRICAIN POUR L'ÉDIFICATION DE LA PAIX
L'ÉDIFICATION DES RELATIONS POUR LA PAIX



<https://thenigerian.news/farmers-herders-conflict-stakeholders-strive-for-solution-at-first-dikko-national-symposium>

“

Atténuer les conflits agropastoraux en Afrique de l'Ouest:

La nécessité de revisiter les moyens
d'actions pour l'application effective
des recommandations

”



<https://voila.ed/wp-content/uploads/2017/08/LARBRE-À-PALABRES-620x395.png>

Atténuer les conflits agropastoraux en Afrique de l'Ouest: La nécessité de revisiter les moyens d'actions pour l'application effective des recommandations

Introduction:

Le constat de la question séculaire, mais plus que d'actualité, des conflits agriculteurs et éleveurs

Ces dernières années, plusieurs pays ouest africains ont connu une escalade des conflits entre éleveurs et agriculteurs. Ces conflits qui s'exacerbent dans le temps et dans l'espace en affrontements intercommunautaires meurtriers laissent, à chaque occasion, des bilans très désastreux dans les mémoires collectives et nourrissent des velléités de revanche qui entretiennent un cycle continu.

Les causes de ces conflits ont été suffisamment diagnostiquées, ainsi que la recherche de solutions idoines pour leur prévention, résolution ou tout au moins leur mitigation, car l'évidence du manque d'infrastructures adéquates dans nos pays entrave certaines mesures qui seraient efficaces, si leurs applications étaient effectives. En général, ces conflits dans les pays de la sous-région qui partagent pour la plupart d'entre eux des frontières³ ont les mêmes effets de causalité, ce qui permet de suggérer que les solutions préconisées soient appliquées de façon transversale. Parmi ces causes, on peut rappeler que la diminution du foncier cultivable en général est à la base des affrontements entre les deux groupes de production. Se greffent à celle-ci, le changement climatique, la répartition inégale des ressources, l'insuffisance de plateformes transfrontalières de dialogues civiles, l'insuffisance de sensibilisation aux documents de politique agropastoral, la prolifération des armes légères et de petit calibre (ALPC), l'influence extrémiste, la mauvaise gouvernance etc. pour ne citer que les plus visibles.



•⁴Credit: P. Casier / CGIAR . Mali Bouwéré Village.

La problématique posée dans le présent rapport thématique nous interpelle sur la question des résultats "mitigés" de la pléthore de rencontres organisées à travers la sous-région pour prévenir ou résoudre ces conflits. Alors qu'on espère les pacifier, l'on assiste à des formes plus violentes de ces conflits qui subissent une complexification avec les différentes crises politico sociales (I). Une situation qui pourrait expliquer les difficultés rencontrées (II) sur le terrain pour la mise en œuvre efficace des différentes recommandations pour la prévention et la résolution des conflits entre agriculteurs et éleveurs, qui restent valables, quitte à les adapter selon le contexte.

Au-delà des constats, le présent document se veut d'être surtout un plaidoyer auprès des différentes parties prenantes de la question des relations entre agriculteurs et éleveurs, pour une vulgarisation des bonnes pratiques (III) capables d'aider à accentuer la pression sur les décideurs dans l'espace CEDEAO.

³Transhumance transfrontalière

⁴https://lh3.googleusercontent.com/proxy/D20xeGJF-8rB5C0XAVNhpP636lUQB3Wycal4Gk9EBua8W1phv8ias0WTejHM3owbiGI7XGXQxHAKDDZgATZIXSRrJnIYIPL_pVrshDYI-TbTK34pV6jx6Yt8uReek

8rB5C0XAVNhpP636lUQB3Wycal4Gk9EBua8W1phv8ias0WTejHM3owbiGI7XGXQxHAKDDZgATZIXSRrJnIYIPL_pVrshDYI-TbTK34pV6jx6Yt8uReek

I- Entre recrudescence et complexification des conflits entre agriculteurs et éleveurs en Afrique de l'Ouest

Quand le terrorisme devient un facteur aggravant

Ces dernières années, le conflit agropastoral, en plus d'avoir du regain, s'est aussi "complexifié" laissant entrevoir une violence inouïe avec des pertes en vies humaines et des dégâts matériels considérables. On note la recrudescence de ces conflits, devenus des affrontements intercommunautaires massifs au nord et au centre du Nigéria, au nord du Mali et de façon saisonnière, sur le territoire des pays qui offrent des possibilités naturelles de pâturages pour le bétail, notamment le Bénin, la Côte-D'Ivoire, le Ghana, le Togo. Le passage du bétail à partir du Burkina Faso sur des zones plus vertes a également occasionné des affrontements meurtriers au sud-ouest précisément à Bouna⁵, ville frontalière avec la Côte-D'Ivoire. Les données du système d'alerte précoce de WANEP / National Early Warning System (NEWS) nous révèle qu'entre 2011 et 2016, plus de 2000 vies, dont celles de nombreuses femmes, ont été perdues au Nigéria seulement et 5000 autres personnes ont été déplacées au cours de la même période. La même source nous informe également de ce que le Mali a enregistré 300 décès à la suite de conflits entre agriculteurs et éleveurs en 2018, tandis qu'au moins 100 personnes, dont des femmes et des enfants, ont également été tuées au Burkina Faso au cours de la même période.



• Bergers Peuhls au Nigeria⁶

La recrudescence de ces conflits est observée, la plupart du temps, dans des zones déjà instables. Au Niger, le besoin de se protéger contre les vols de bétail à pousser

des éleveurs à s'armer et cela a entraîné plus de violences armées lors de conflits entre agriculteurs et éleveurs. Ainsi, à cause des vols répétés du bétail, la transhumance devient plus difficile avec la menace terroriste dans la région, la circulation des armes légères et les différents trafics qui créent une insécurité transfrontalière. Ces facteurs, entre autres, ont favorisé une exacerbation du conflit agropastoral et des représailles contre des communautés dégénèrent en des affrontements intercommunautaires plus violents. La complexification actuelle du conflit agropastoral trouve ses motivations d'une part, dans la lutte contre la radicalisation. D'autre part, le maillage sécuritaire inefficace du territoire, l'affaiblissement de la présence de l'État et la perte de crédibilité de ce dernier auprès des populations ont livré ces dernières à une "certaine gouvernance" de leurs localités par des acteurs, qui utilisent les défaillances déjà existantes dans la prévention et la résolution du conflit agropastoral pour agir sur le terrain. A tort ou à raison, la prolifération des armes légères à la faveur du terrorisme permet aussi bien à l'éleveur qu'à l'agriculteur de se doter d'une arme, parfois d'une arme de guerre qui rend ces conflits plus mortels et plus difficiles à gérer.

En arrière-plan, la complexification du conflit agropastoral a été également favorisée par les vellétés de manipulation politique et les tentatives d'accaparement du foncier. La recherche de soutiens politiques et électoraux par des partis politiques a alimenté des fractures sociales, qui influencent souvent les positionnements des communautés face aux acteurs qui les "administrent", sans pouvoir sécuriser ou rendre justice pour leurs ethnies ou communautés. De nos jours, l'accessibilité aux médias offre une fluidité et une rapidité de circulation de l'information qui contribue à renforcer, au sein de certaines communautés impliquées dans le conflit agropastoral, le sentiment d'être des "cibles de violences partout dans la région". Tout un cocktail de facteurs qui laissent les populations rurales désemparées et à la merci des prédateurs.

Les femmes, les filles et les enfants continuent à être traumatisées et à subir toutes les formes de violences sexuelles et sexistes associées aux conflits entre agriculteurs et éleveurs dans les pays touchés de la région. La protection insuffisante des femmes et des filles

⁵Conflit agropastoral de Bouna en 2019.

⁶<https://www.zammagazine.com/chronicle/chronicle-31/494-greener-pastures>



- Un camp de réfugiés, occupé en grande partie par des femmes et des enfants, touchés par les violents affrontements entre éleveurs et agriculteurs à la périphérie de Makurdi, dans l'État de Benue/Nigeria (janvier 2018). (IMAGES PIUS UTOMI EKPEI / AFP / GETTY)⁷

déplacées par la crise des agriculteurs-éleveurs dans les camps de personnes déplacées n'est pas sans impacts négatifs sur leur réhabilitation. Vu le rôle des femmes dans les activités agricoles et pastorales ainsi que les activités ménagères, elles sont largement dévastées par ces conflits et cela nécessite que des cadres soient facilités afin d'amplifier leurs voix dans la prévention et la résolution des conflits agriculteurs-éleveurs dans leurs communautés.

Avec la complicité ou la corruption de certains administrateurs locaux, les cycles de transhumance et les trajets reconnus dans les codes pastoraux ne sont plus respectés. Des menaces concomitantes, notamment - les inondations, le réchauffement et la sécheresse, la désertification et la déforestation- qui continuent d'affecter la fertilité des sols et d'accroître la pénurie d'eau et de pâturage dans les communautés motivent le phénomène généralisé de la migration, qui a accru la pression sur les terres et les conditions auxquelles les différents migrants ont désormais accès aux ressources. Les raids transfrontaliers du cheptel dans les pays voisins et la disponibilité limitée de terres cultivables, conjugués à l'expansion des terres des agriculteurs, entraînent souvent une concurrence, des tensions et cette violence accrue entre les agriculteurs et les éleveurs dans les communautés. Face à cette complexité de la situation et, *"Pour comprendre la dynamique et atténuer la menace des*

*conflits entre agriculteurs et éleveurs, il y a une nécessité d'explorer l'utilisation du cadre de l'écologie sociale, qui analyse les conflits aux niveaux individuel, relationnel, communautaire et étatique, comment ils interagissent pour influencer et fournir la base d'une coexistence pacifique et de conflits*⁸.".

Malheureusement, les systèmes de médiation et de justice traditionnelles sont, elles aussi éprouvées par les perturbations socio-culturelles et politiques actuelles énoncées plus haut. Aussi, des systèmes de justice traditionnelle et de médiation qui permettaient, jusque-là, de désamorcer les conflits intercommunautaires sont-ils bafoués. Mais, il ne faudrait pas jeter le bébé avec l'eau du bain car, des interventions telles que, le projet de *«La médiation agropastorale aux frontières du Mali, du Niger et du Burkina Faso»*, initiée par l'organisation non-gouvernementale "le centre pour le Dialogue Humanitaire (HD)" a porté des fruits, même si la situation d'ensemble reste encore confuse avec les affrontements intercommunautaires qui subsistent dans ces 3 pays, pour des motifs qui vont au-delà de la cause initiale et légendaire connue⁹.

II- Des freins dans la mise en œuvre des recommandations et anciennes approches de prévention et de gestion des conflits agropastoraux *Plus, une question de gouvernance*

Au chevet des conflits agriculteurs éleveurs, de nombreuses rencontres ont été organisées tant au niveau national qu'international. Le professionnalisme de ces rencontres qui réunissent, pour la plupart, les parties prenantes indiquées et la pertinence des recommandations issues de ces rencontres sont à saluer. Mais l'on observe comme un immobilisme dans la résolution de ces conflits, pire elles ont pris de l'ampleur et sont devenues fréquentes tout en endeuvant des communautés entières. En analysant la situation, des difficultés ont été répertoriées à plusieurs niveaux dans la mise en œuvre de ces recommandations :

Avec un manque de cadres et de personnel technique pérenne pour le suivi de la mise en œuvre de certains

⁷ <https://www.accord.org.za/conflict-trends/understanding-the-herder-farmer-conflict-in-nigeria/>

⁸Propos du directeur exécutif du réseau ouest africain pour l'édification de la paix (WANEP), Dr Chuwkuemeka Eze, lors de l'atelier de WANEP, tenu les 30 et 31 octobre 2019 à Accra. Thème : « Enhancing Gender Response to the Farmer-Herder Conflicts in West Africa »

⁹Médiation agro-pastorale aux frontières du Mali, du Niger et du Burkina Faso (Centre pour le dialogue humanitaire HD) 2019

<https://www.hdcentre.org/wp-content/uploads/2020/03/HD-Médiation-agro-pastorale-au-Sahel.pdf>

Consulté le jeudi 06 avril 2020

engagements tant au niveau des autorités que des communautés et les défaillances dans la fonctionnalité des structures décentralisées, la confiance des populations envers l'État¹⁰ s'est érodée. De même, l'insuffisance d'infrastructures adéquates, aussi bien pour le bétail que pour les populations, complique la gestion des points d'eau. Ces derniers, déjà rares dans les milieux ruraux, notamment en zone sahélienne, sont désormais menacés par l'activité minière qui, en plus, occupe de l'espace et complique les crises. Pourtant, la confiance pourrait se rétablir si "l'administration" manipule moins la situation pour des avantages politiques et rend l'information requise plus disponible pour un plus grand nombre et notamment les habitants des zones difficiles pour la transhumance.

Au niveau des communautés, il se pose également des questions relatives à la volonté voire la sincérité des différentes parties prenantes aux conflits agropastoraux car, à ce niveau aussi, la confiance des uns (agriculteurs) envers les autres (éleveurs) et vice-versa est désormais inexistante. Chaque groupe est convaincu que l'autre, à dessein, soit occupe en toute âme et conscience des aires de pâturage ou des pistes de bétail pour ses besoins agricoles, soit se livre à un sabotage des cultures par du bétail dirigé à cet effet.

Parmi les parties prenantes du conflit agropastoral, le "volet femme" est minimisé comme dans tous les conflits. Bien qu'elles subissent des violences dues à ces affrontements, on note une faiblesse d'implication de ces femmes dans la recherche de solutions à ce problème séculaire. Malgré plusieurs recommandations et mesures visant à atténuer cette défaillance, il n'y a eu qu'une inclusion limitée sensible au genre dans les décisions et les réponses visant à remédier aux vulnérabilités et à l'impact de ces conflits violents sur les femmes et les jeunes. Pour y répondre, il est nécessaire de créer des espaces intégrés pour améliorer la participation et l'inclusion des femmes et des jeunes dans les processus de prise de décision, de médiation et de dialogue impliquant les agriculteurs et les éleveurs. Cela nécessite un renforcement de capacités dans une stratégie de



- Impliquer les femmes et les jeunes dans la recherche inlassable de solutions à travers le dialogue.

collaboration et de partenariat solides, avec les réseaux de femmes dans les communautés pour renforcer la participation des femmes et l'intégration de la dimension genre dans les stratégies de réponse.

III- De bonnes pratiques à vulgariser *Accentuer la pression sur les décideurs*

De meilleures pratiques pour prévenir et résoudre les conflits agriculteurs-éleveurs en Afrique de l'ouest sont envisageables. Sinon qu'il existe un certain nombre de politiques, lois et cadres nationaux, régionaux et internationaux qui visent à promouvoir la prévention et la résolution du conflit agropastoral même si les insuffisances dans le suivi des plans d'action et dans la mise en œuvre continuent de compromettre leur réalisation. Aussi, sera-t-il nécessaire de donner la priorité à la question de la violence contre les femmes et les filles et des autres impacts des conflits agropastoraux sur elles dans les stratégies de réponse aux niveaux local, national et international. Au nombre des bonnes pratiques à renforcer et vulgariser, on peut citer :

Promouvoir des axes plus sécurisés: la création de réserves de pâturage pourrait aider à réduire le déplacement du bétail. Mais, cela nécessite de grandes portions de terres à l'usage exclusif des éleveurs pour élever leur bétail et la croissance démographique et

¹⁰ « En réaction à l'augmentation des conflits et des massacres résultant des mouvements pastoraux saisonniers, le gouvernement (du Nigeria) a approuvé en 2018, comme politique, un plan national d'élevage sur 10 ans pour un coût d'environ 179 milliards de nairas. Le plan aboutirait à la création de 94 ranchs dans 10 États pilotes de la fédération des 14. Là encore, les gouvernements des États, en particulier dans les régions du centre sud et nord, ont rejeté la proposition au motif de ne pas avoir suffisamment d'espace pour de tels projets. » Texte Traduit de l'anglais du document : Understanding the Herder-Farmer Conflicts in Nigeria. (Author Ugwumba Egbuta) 2018 <https://www.accord.org.za/conflict-trends/understanding-the-herder-farmer-conflict-in-nigeria/> Consulté le 16 avril 2020

¹¹ <https://inmarienobrasil.files.wordpress.com/2011/06/p1100887bis.jpg>

d'autres conséquences connexes, telles que l'urbanisation et la migration empiètent sur ces zones désignées et réduisent les chances des éleveurs de conserver ces réserves. Par contre, la transhumance permet une fertilisation des zones traversées par le bétail, ce qui est fort bénéfique pour les activités agricoles sans compter toute l'économie rurale qui s'anime autour des marchés de regroupements de bétails. De ce fait, promouvoir de bonnes relations avec les communautés que traversent les pistes à bétail est indispensable et de loin la pratique la plus recommandable.

Prendre en compte les rapports de forces des acteurs locaux:

En l'absence d'une réelle autorité de l'État et du fait d'un affaiblissement des autorités traditionnelles, la prise en compte des rapports de forces orienterait mieux le plaidoyer auprès des différents acteurs, pour la mise en œuvre efficace des outils de prévention des conflits. Il serait nécessaire que l'élaboration de ces outils soit menée de manière inclusive en sollicitant la participation de toutes les parties prenantes de la question. Prendre en compte les particularités locales et assurer "l'inclusivité", - notamment des groupes représentatifs de femmes, d'hommes et de jeunes, des groupes professionnels, des communautés religieuses, des autorités traditionnelles et des agences de sécurité- serait indiqué dans la résolution des problèmes entre agriculteurs-éleveurs.



• USAID/The Search for Common Ground¹³

Renforcer l'intercommunalité pour en tirer profit: les défis des conflits entre agriculteurs et éleveurs impliquant tant les acteurs des territoires nationaux que étrangers (transfrontaliers), il faudrait, dans le but d'optimiser les résultats des interventions, mettre l'accent sur la

promotion de l'intercommunalité, notamment dans la prévention des conflits liés à la gestion des ressources naturelles, afin de promouvoir des plans de gestion concertée. Promouvoir des rencontres intercommunautaires entre éleveurs et agriculteurs des différentes localités frontalières impliquant les collectivités territoriales et les services techniques contribuera à la gestion de relations entre communautés dans les états voisins.

Accroître le rôle de l'organisation sous régionale (CEDEAO¹⁴):

les conflits entre agriculteurs et éleveurs sapent les efforts d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. La CEDEAO déploie des efforts pour atténuer la menace de conflits agriculteurs-éleveurs dans la sous-région. Il y a le Protocole de la CEDEAO sur la transhumance parmi les principaux cadres et mesures pour lutter contre le phénomène des conflits entre agriculteurs et éleveurs. En 2016, le Conseil de médiation et de sécurité de la CEDEAO a chargé la Commission de la CEDEAO de prendre des mesures immédiates pour faire face à la crise des agriculteurs-éleveurs. La recherche menée dans ce sens a généré un rapport avec des recommandations, notamment:

- la mise en œuvre du cadre réglementaire de la CEDEAO, qui appelle à un examen des cadres existants relatifs à la transhumance et aux certificats internationaux de transhumance, qui améliorent le suivi et la réglementation des mouvements de bétail dans la région;
- la sécurité et la gouvernance locale, relatifs à l'harmonisation, la domestication et la mise en œuvre des lois et cadres réglementaires régionaux et nationaux pour améliorer l'atténuation des conflits liés aux mouvements de transhumance;
- la transformation du secteur de l'élevage, qui nécessitera le renforcement de la coopération transfrontalière entre les États et les structures de dialogue et de médiation des communautés locales;
- la sensibilisation et la communication, pour

¹³ Les zones pastorales comme solution aux conflits agriculteurs/éleveurs au Burkina Faso : l'exemple de la zone pastorale de Doubégué (Auteur : Elodie Robert) 2003 <https://journals.openedition.org/com/5861>
Consulté en décembre 2019

¹⁴ https://www.usaid.gov/sites/default/files/styles/banner_738x311/public/Nigeria_3_Peace_Dialogue_Ardo_Sodengi_E_0.jpg?itok=pRz6sSLA

¹⁵ Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

développer des stratégies de communication et de mise en évidence des bonnes et stimulantes pratiques qui auront un impact sur les mécanismes de réponse ;

Pour espérer les résultats escomptés de ces mesures, un partenariat solide entre la CEDEAO et les organisations de la société civile (OSC) est impératif avec une solide dose d'intercommunalité.

Promouvoir des médiateurs d'un autre type: un diagnostic des associations, organisations non gouvernementales (ONG) et prestataires locaux dans le domaine des interventions aidera pour une synergie d'actions concertées. En amont des interventions, ces OSCs travailleront sur l'aspect prévention à travers la communication et la sensibilisation visant d'une part, à renforcer la bonne compréhension et l'adhésion des bénéficiaires et partenaires, et d'autre part, à favoriser une appropriation se traduisant par un contrôle social accru sur les engagements des différentes parties. Elles pourraient aider à la mise en place d'un pool de médiateurs (intra-communautaires et intercommunautaires) et au renforcement de leurs capacités. Ces médiateurs seront répertoriés dans une base de données constamment mise à jour et avec pour expertise la gestion des conflits liés aux ressources naturelles en Afrique de l'ouest. Ils feront le suivi de la mise en œuvre des recommandations et en rendront compte. Aussi, cette société civile organisée peut se constituer en groupes de pression pour plus de « volonté politique » des dirigeants et plus d'engagements à financer des initiatives de transformation des conflits agropastoraux.

Conclusion:

Au terme de notre recherche pour comprendre la problématique de la résolution du conflit agropastoral en Afrique de l'ouest, qui piétine depuis des décennies, malgré les nombreuses rencontres, concertations etc. dans la sous-région, il ressort que la volonté des acteurs impliqués dans cette question du conflit agropastoral est le frein majeur à son atténuation.

Des raisons économiques "égoïstes" voilées, sont en arrière-plan des difficultés qui empêchent la mise en œuvre efficace des nombreuses recommandations, combien pertinentes. Aussi, il est ressorti la nécessité d'impliquer davantage les femmes et les jeunes dans la prévention et la résolution de ces conflits car étant en avant-garde de ce secteur primaire et occupant aussi une position qui leur permet d'alerter sur des attaques préparées contre l'autre camp.

Bibliographie Consultée :

- Médiation agro-pastorale aux frontières du Mali, du Niger et du Burkina Faso (Centre pour le dialogue humanitaire HD) 2019
<https://www.hdcentre.org/wp-content/uploads/2020/03/HD-Médiation-agro-pastorale-au-Sahel.pdf>
Consulté le Jeudi 06 avril 2020
 - Conflits entre agriculteurs et éleveurs dans un contexte de menaces asymétriques au Mali et au Burkina Faso (Auteur : Dr. Serigne Bamba Gaye) 2017
<https://library.fes.de/pdf-files/bueros/fes-pscc/14173.pdf>
Consulté en Décembre 2019
 - Les zones pastorales comme solution aux conflits agriculteurs/éleveurs au Burkina Faso : l'exemple de la zone pastorale de Doubégué (Auteur : Elodie Robert) 2003
<https://journals.openedition.org/com/5861>
Consulté en Décembre 2019
 - Améliorer la gouvernance des terres pastorales : Mettre en œuvre les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (FAO) 2017
<http://www.fao.org/3/I5771FR/i5771fr.pdf>
Consulté le 08 Avril 2020
 - Environmental cooperation as a pathway to resolve Nigeria's deadly farmer-herder conflicts (2018)
<https://www.unenvironment.org/news-and-stories/story/environmental-cooperation-pathway-resolve-nigerias-deadly-farmer-herder>
Consulté le 09 Avril 2020
 - Understanding the Herder-Farmer Conflicts in Nigeria (Author Ugwumba Egbuta) 2018
<https://www.accord.org.za/conflict-trends/understanding-the-herder-farmer-conflict-in-nigeria/>
Consulté le 16 Avril 2020
-

Ce document est un rapport thématique spécial du programme WARN (Programme d'Alerte Précoce) de WANEP avec des analyses et des interprétations spécifiques axées sur la démocratie et la gouvernance. Il prend également en compte des données du Système d'Alerte Précoce et de Réponse de la CEDEAO (ECOWARN).

RAPPORT

Thématique

AVRIL 2020

West Africa Network for Peacebuilding (WANEP)
Trinity Avenue, Off Mile 7 Road, Achimota, Accra
P. O. Box CT4434, Cantonments, Accra-Ghana
Tel: +233 302 411638 | 302 406340 | 302 426004 | 302 408224
Email: wanep@wanep.org | Website: www.wanep.org